

<p><b>Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)</b></p>
---

Intitulé de la consultation : Prestations relatives à l'organisation, la surveillance et la correction d'examens pour l'Université Paris Cité

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

N° de la consultation : 2025047DFASE

## **TABLE DES MATIERES**

<b>1.</b>	<b><u>INFORMATIONS ADMINISTRATIVES</u></b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b><u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ</u></b>	<b>4</b>
2.1.	Objet et nature du marché	4
2.2.	Forme du marché	5
2.3.	Décomposition du marché	5
2.3.1.	Allotissement	5
2.3.2.	Tranches	5
2.3.3.	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
<b>3.</b>	<b><u>DOCUMENTS CONTRACTUELS</u></b>	<b>5</b>
<b>4.</b>	<b><u>DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION</u></b>	<b>6</b>
4.1.	Durée de l'accord cadre	6
4.2.	Délais d'exécution	6
4.3.	Prolongation des délais d'exécution	7
<b>4.</b>	<b><u>DESCRIPTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b>7</b>
<b>5.</b>	<b><u>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b>7</b>
5.1	- Passation de commande	7
5.1.1	- Émission des bons de commande	7
5.1.2	Notification des bons de commande	8
5.2	Sous-traitance	8
5.3	Obligations de confidentialité	9
<b>6.</b>	<b><u>CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b>9</b>
<b>7.</b>	<b><u>PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT</u></b>	<b>10</b>
7.1	- Forme du prix	10
7.2	- Variation du prix	10
<b>7.</b>	<b><u>CONDITION DE FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT</u></b>	<b>11</b>
7.1.	Facturation	11
7.2.	Modalités de paiement	12
7.3.	Cession ou nantissement de créances	13

7.4.	Avance	13
7.5.	Acomptes	14
8.	<b><u>PÉNALITÉS</u></b>	14
8.1.	Pénalité de retard	14
8.2.	Pénalités relatives au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail	14
10.	<b><u>ASSURANCE ET ATTESTATIONS</u></b>	15
11.	<b><u>FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL</u></b>	15
12.	<b><u>MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION</u></b>	16
12.1.	Changement de dénomination sociale du titulaire	16
12.2.	Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	16
12.3.	Modification du marché : clause de réexamen	16
13.	<b><u>EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES</u></b>	17
14.	<b><u>RÉSILIATION</u></b>	17
14.1.	Résiliation du marché	17
14.2.	Conséquences de la résiliation du marché	18
15.	<b><u>DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS</u></b>	19
16.	<b><u>DÉROGATIONS AU CCAG-FCS</u></b>	19

## **1. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES**

### **Pouvoir adjudicateur :**

Université Paris Cité  
85 boulevard Saint-Germain  
75006 Paris 6

Représentant du pouvoir adjudicateur  
Monsieur Edouard KAMINSKI, en qualité de Président d'Université Paris Cité.

**En cours d'exécution la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique.**

M. Julien Perichon  
Université Paris Cité  
Directeur du pôle achats  
85 boulevard Saint-germain  
75006 Paris 6  
Courriel : achats.dfa@u-paris.fr

### **Comptable assignataire :**

Monsieur l'Agent Comptable d'Université Paris Cité  
Jose MORALES  
5 Rue Thomas Mann  
75013 Paris

## **2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ**

### **2.1. Objet et nature du marché**

---

Le présent marché a pour objet des prestations relatives à l'organisation, la surveillance et la correction d'examens pour l'Université Paris Cité.

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L1111-4 du code de la commande publique.

Les prestations sont détaillées au CCTP de l'accord-cadre.

**CCAP-2025047DFASE Prestations relatives à l'organisation, la surveillance et la correction d'examens pour l'Université Paris Cité**

## 2.2. Forme du marché

---

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R2162-2 alinéa 2, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert.

Cet accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande qui, conformément à l'alinéa 2 de l'article R2162-2 du code précité, s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Il est régi par les articles R2162-13 et R2162-14 du code susmentionné.

Conformément à l'article R2162-4 3° du Code de la commande publique, Il est conclu sans montant minimum avec un maximum de dix millions **(10 000 000) euros HT sur la durée totale du marché.**

Ces montants maximums constituent la limite supérieure des obligations contractuelles de l'acheteur et du titulaire mais ils ne font naître aucune obligation d'attendre ces maximums ou un droit à indemnisation si ces maximums ne sont pas atteints.

**Le périmètre de l'exclusivité de commande du Titulaire ne porte pas sur les prestations portant un astérisque dans le BPU.**

## 2.3. Décomposition du marché

---

### 2.3.1. Allotissement

---

Le présent marché constitue un marché unique en application des articles L2113-11 et R2113-3 car les prestations sont indissociables et interdépendantes.

### 2.3.2. Tranches

---

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

### 2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

---

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles

## 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents de marché et correspondances y étant relatifs sont rédigées en français.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, Les documents contractuels du marché dont seuls les exemplaires détenus par le pouvoir adjudicateur font foi en cas de litige prévalent par ordre décroissant d'importance ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1), daté et signé par le titulaire du marché et représentant légal du pouvoir adjudicateur ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe relative à la protection des données à caractère personnel.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre financière et technique du titulaire.

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.

Il peut cependant y accéder via le lien suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Tous les textes législatifs et/ou réglementaires ainsi que toutes les normes françaises et européennes en vigueur sont applicables. **La signature de l'acte d'engagement vaut connaissance pleine et entière de l'ensemble des pièces constitutives du marché par le titulaire.**

## **4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

### **4.1. Durée de l'accord cadre**

L'accord cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de sa notification.

Il est renouvelable par tacite reconduction.

Le marché pourra être reconduit trois (3) fois par périodes d'un (1) an, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans et sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque opposition, conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en avertit le titulaire par décision expresse, dans un délai **d'un mois** avant l'arrivée à échéance de la période en cours.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du pouvoir adjudicateur.

### **4.2. Délais d'exécution**

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

La date de fin d'exécution des bons de commande peut être postérieure à la date d'échéance de l'accord-cadre sans que cette prolongation, au-delà de la date limite de validité, soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique de l'accord-cadre.

En cas de non-respect par le ou les titulaire(s) de ces délais d'exécution, les pénalités fixées à au présent CCAP seront appliquées.

#### ***4.3. Prolongation des délais d'exécution***

---

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## **4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Voir CCTP

## **5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### ***5.1 – Passation de commande***

---

#### ***5.1.1 – Émission des bons de commande***

---

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, sur la base des tarifs fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le titulaire pourra, à l'occasion d'une commande, consentir à des remises sur les prix du BPU.

Ces bons de commande sont signés par le représentant habilité à engager les dépenses de l'établissement et adressés au titulaire.

La réception électronique ou papier de la commande par le titulaire vaut notification de la commande et engagement de l'administration. Pour être valides, les bons de commande doivent être signés par la personne dûment habilitée à engager l'administration (représentant légal de

l'établissement ou son délégataire) et sont notifiés au titulaire, par le service émetteur, par tout moyen.

Chaque bon de commande comportera notamment les indications suivantes :

- La référence du présent accord-cadre ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le nom du service émetteur de l'Université ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- La désignation (contenu) et la quantité des prestations ;
- Le montant du bon de commande qui fera référence au BPU;
- La signature de la personne habilitée au sein du pouvoir adjudicateur.

#### **5.1.2 Notification des bons de commande**

Les bons de commande issus de SIFAC sont notifiés par courriel, conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS. Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée par l'accusé de réception (courriel, télécopie ou courrier recommandé). En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seul qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

#### **5.2 Sous-traitance**

Le titulaire ne peut sous-traiter, tout ou partie des prestations dont il est chargé d'assurer l'exécution sans autorisation écrite de l'administration contractante, sous peine de résiliation du marché de plein droit, et à ses torts exclusifs.

Toute exécution d'une partie des prestations par un sous-traitant ne pourra commencer qu'après la notification de l'agrément de sous-traitance DC4 (disponible sur le site du ministère des finances) au titulaire.

Le titulaire doit produire avec son offre la liste des sous-traitants, en indiquant leur qualification professionnelle et la nature des prestations qui leur sont confiées.

Après la notification d'approbation du marché le titulaire ne pourra modifier la liste des sous-traitants que sur justification et autorisation du pouvoir adjudicateur.



L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, ainsi que les prestations et le montant pour lequel la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

### **5.3 Obligations de confidentialité**

---

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiel tous documents ou renseignements qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution du marché. En conséquence, il s'interdit de communiquer ou divulguer à des tiers, ou de faire état, de quelque manière que ce soit, de tels documents ou renseignements.

Il appartient au titulaire d'étendre cette obligation à l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte dans l'exécution des prestations, y compris ses éventuels sous-traitants. Le titulaire s'engage à fournir, à la demande de l'administration, tout justificatif à cet égard.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché.

## **6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par le service destinataire ou ses représentants habilités, conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

La réception n'est définitive qu'après l'achèvement complet des vérifications en quantité et qualité. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des réfections de prix aux prestations dont l'exécution est jugée non conforme.

### **Inexécution partielle**

Lorsqu'une prestation ne peut être que partiellement exécutée par le titulaire, ce dernier doit en aviser immédiatement l'Université Paris Cité. Le titulaire est tenu de proposer à l'Université, sans surcoûts pour elle, une solution de remplacement.

A moins d'une impossibilité dûment justifiée ne résultant pas de son fait, le titulaire prend alors à sa charge les suppléments de prix qui résultent de la modification de la prestation, ou déduit de sa facture la différence entre le prix des prestations prévues et celui des prestations effectivement fournies.

### **Défaillance du Titulaire**

En cas de défaillance fautive du titulaire, ou d'impossibilité pour lui de répondre temporairement aux clauses du marché, l'Université Paris Cité se réserve de faire exécuter sa commande par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si cette interruption porte atteinte au bon fonctionnement des prestations. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché,

résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement l'Université Paris Cité et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de Force majeure.

Si le titulaire néglige de s'y conformer ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par l'Université, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur, l'application de mesures figurant au chapitre 7 du CCAG-FCS.

## **7. PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### ***7.1 - Forme du prix***

---

Le marché est conclu à prix unitaires repris dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU).

Le titulaire pourra, à l'occasion d'une commande, consentir à des remises sur les prix du BPU.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

### ***7.2 - Variation du prix***

---

Les prix sont fermes la première année et révisables les années suivantes.

Le titulaire présente dans son offre les modalités de révision des prix.

Clause de butoir : En tout état de cause, le montant de la révision ne pourra pas dépasser 5% du montant du prix initial.

La révision des prix n'interviendra qu'à la demande expresse du prestataire, formulée par lettre recommandée avec avis de réception et/ou courriel au plus tard un mois avant la date de renouvellement annuel du marché. En l'absence de demande du prestataire formulée dans les délais, les prix de l'année en cours seront reconduits.

## 7. CONDITION DE FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1. *Facturation*

---

Conformément aux dispositions de l'article 11.3 et 11.5 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement partiel définitif ou solde).

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs en un original, sur lesquelles doivent figurer notamment, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'intitulé et le numéro du marché ainsi que le numéro du bon de commande;
- La date de délivrance et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- La mention exacte de la prestation concernée ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le montant de la prestation exécutée, en HT et en TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- L'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- Les pénalités éventuelles.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il adresse au titulaire une facture rectificative.

Lorsqu'il y a eu paiement de règlements partiels définitifs, le titulaire transmet un décompte pour solde qui comporte deux parties :

- une récapitulation des règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte, sauf le dernier règlement partiel définitif.
- une demande de paiement correspondant aux sommes dues au titre du dernier règlement partiel définitif.

#### 7.1.1. **Facturation dématérialisée**

**Le titulaire adresse ses factures par voie électronique**, conformément aux articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique rendant obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs.

**À cette fin, une solution gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, est mise à disposition pour la transmission des factures sous forme dématérialisée.** Un document « Information chorus fournisseurs » est joint au Dossier de consultation des entreprises (DCE) aux fins d'information sur la procédure.

Le code service à utiliser est :  
**FACTURES\_BDC**

Afin de pouvoir déposer ses factures sur le portail, le titulaire devra obligatoirement disposer d'un numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par 45.

Ce numéro est fourni que par le responsable financier qui engagera l'ordre de dépense.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.**

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

**Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour le titulaire.**

L'absence d'une des mentions obligatoires permettant l'identification certaine de la prestation entraîne le renvoi de la facture en recommandé avec accusé de réception et suspension du délai de paiement.

En application des articles R2192-27 à R2192-29 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense ;

A compter de la réception de la totalité des pièces et mentions prévues à l'article R. 2192-27, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à trente jours.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur pourra rectifier le montant des factures en intégrant notamment les pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP.

## **7.2. Modalités de paiement**

---

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service facturier, sous réserve de sa conformité aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de

la prestation. Il est de 30 jours maximum. En cas de dépassement, des intérêts moratoires sont versés suivant le taux et la réglementation en vigueur.

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le décret N°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement (pour la partie du marché pouvant être sous traitée). Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement appliqué par la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros est également versée de plein droit en cas de dépassement du délai prévu ci-dessus.

Le titulaire doit avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile soit par mail à l'adresse suivante [achats.dfa@u-paris.fr](mailto:achats.dfa@u-paris.fr) soit par courrier à l'adresse suivante :

**Université Paris Cité**  
**Pôle Achats**  
**85 Boulevard Saint Germain**  
**75006 Paris**

### **7.3. Cession ou nantissement de créances**

---

Dans le cadre du présent marché, les créances peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-62 du code de la commande publique.

### **7.4. Avance**

---

Sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement, et en l'absence de mesures conjoncturelles contraires, une avance de 5% du montant du marché est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois au titulaire dans les conditions prévues par les articles R2191-3 à R2191-19 et R2191-23 du code de la commande publique.

Si le titulaire de l'accord cadre est une PME le montant de l'avance est portée à 20% du montant du marché en application de l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-9 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

### **7.5. Acomptes**

---

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des articles L2191-4, R2191-20 et R2191-21 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2391-17 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée en tenant compte des caractéristiques et de la durée du marché. Elle est fixée au maximum à six mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2351-12, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

## **8. PÉNALITÉS**

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations après une mise en demeure, non assortie de sanctions le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à l'application des pénalités suivantes énumérées ci-après :

### **8.1. Pénalité de retard**

---

Le Titulaire doit répondre dans le délai de 15 jours à compter de l'émission du bon de commande. À défaut, le pouvoir adjudicateur pourra lui appliquer des pénalités de retard en application à l'article 14.1 du CCAG FCS.

### **8.2. Pénalités relatives au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail**

---

À défaut de correction, dans un délai fixé par l'Article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par le pouvoir adjudicateur ou par un agent de contrôle, le titulaire du marché s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant estimatif du marché, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire, après mise en demeure.

## **9. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les prestations objet du présent accord-cadre comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues et s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel. Les modalités relatives aux traitements des données à caractère personnel sont définies en annexe au présent CCAP et dans l'offre du Titulaire.

## **10. ASSURANCE ET ATTESTATIONS**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **11. FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL**

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, et en application des articles R2143-3 et R2143-6 du code de la commande publique, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 du Code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 14 du présent CCAP.



Pour plus de simplicité, le pouvoir adjudicateur met, gracieusement à disposition du(es) candidat(s) retenu(s), un accès à la plateforme E-attestation. Cet accès lui permettra de déposer les documents exigés en toute sécurité.

## **12. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION**

### **12.1. *Changement de dénomination sociale du titulaire***

---

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

### **12.2. *Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire***

---

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales (en application de l'article L2141-2 du code de la commande publique) ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de du même article ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché public.

**La cession du marché public acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.**

### **12.3. *Modification du marché : clause de réexamen***

---



Le présent marché peut être modifié dans les conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique et notamment en ce qui concerne les clauses de réexamen et les sujétions techniques imprévues.

Relativement aux clauses de réexamen, la situation ci-dessous peut donner lieu à modification si elle se produit:

-Modification de la réglementation applicable aux examens.

Dans le cas où cette situation se produisait, le Pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire par écrit la modification envisagée et ses implications pour les prestations objet du marché (nombre de candidats, planning, textes applicables).

Par la suite, le Titulaire transmet dans un délai de sept (7) jours, une offre de modification (volume, délais, prix unitaires) qui s'inscrit dans la logique de la grille de prix initiale et dans les limites de la prestation.

### **13. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

En cas de défaillance fautive du titulaire, ou d'impossibilité pour lui de répondre temporairement aux clauses du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si cette interruption porte atteinte au bon fonctionnement des prestations.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de Force majeure.

Si le titulaire néglige de s'y conformer ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par le pouvoir adjudicateur, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur, l'application de mesures figurant à l'article 44.1 du CCAG-FCS

### **14. RÉSILIATION**

Il est fait, le cas échéant, application des articles 38 à 42 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes :

#### **14.1. Résiliation du marché**

---

Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur :

Elle peut intervenir à tout moment, pour un motif d'intérêt général, mettant ainsi fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Par dérogation à l'article 38 al 2 et à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation ne donne pas droit à indemnisation du titulaire pour le préjudice subi.

Résiliation en cas de redressement ou de liquidation judiciaire :

Le marché peut dans ce cas être résilié dans les conditions prévues à l'article L.622.13 du Code de commerce en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire comme prévu à l'article 39.2 du CCAG-FCS.

Résiliation pour difficulté d'exécution du marché :

Le marché pourra être résilié lorsque des difficultés d'exécution rencontrées par le titulaire ou un fait ayant le caractère de la force majeure empêchent le titulaire d'exécuter la prestation (article 40.1 du CCAG-FCS).

Résiliation aux torts du titulaire :

Elle peut être prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques soit en cas d'inexécution d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire sans qu'aucune indemnisation ne lui soit accordée (article 41 du CCAG-FCS).

Résiliation pour inexactitude des documents fournis :

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et L2141-4 1° et 3° du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner et des articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. Elle précise dans sa décision de résiliation si elle fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues aux frais et risques du titulaire.

Le recours à l'exécution aux frais et risques du titulaire ne se fera qu'en cas de résiliation pour faute du titulaire ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ne céder à aucune société, quel qu'en soit l'objet et notamment les sociétés de location financière, le présent marché. Aucune cession unilatérale du marché par le titulaire n'est acceptée, même tacitement et sans considération de délai par le groupement. Ce dernier pourra résilier purement et simplement le marché, à tout moment et sans indemnité ni frais, sans préavis ni accord du titulaire, en cas de non-respect par ce dernier de la présente stipulation.

#### **14.2. Conséquences de la résiliation du marché**

---

La notification de la décision de résiliation du marché emporte résiliation immédiate sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

## **15. DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché public qui ne pourrait être résolue à l'amiable est soumise au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75181 Paris Cedex 04. E-mail : [greffe.ta.paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta.paris@juradm.fr). Tél. 01 44 59 44 00. Fax 01 44 59 46 46.

Pour la saisine des instances de médiation et de conciliation, et outre la possibilité d'un recours hiérarchique adressé à Mme la Présidente d'Université de Paris, le titulaire pourra saisir, avant tout recours contentieux :

- 1) Le comité interrégional consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes : Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris : 5, rue Leblanc 75911 Paris cedex 15 - Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00 - Fax : 01.82.52.42.95 - Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr).
- 2) Le médiateur des entreprises : la saisine s'opère via l'application prévue sur le site du Ministère de l'Économie et des Finances : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

## **16. DÉROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 3 « Documents contractuels », déroge à l'article 4 du CCAG-FCS (ordre des pièces contractuels)

L'article 14.1 « Résiliation » déroge à l'article 38 al 2 et à l'article 42 du CCAG-FCS (absence d'indemnisation)